

1 - le représentant du ministre chargé des Domaines.....Président

2 - le représentant du ministre chargé des Finances.....Vice-président

3 - le représentant du ministre chargé de l'Urbanisme.....Membre

4 - le représentant du ministre chargé de l'Administration Territoriale et des Collectivité Locales.....Membre

5 - le Conseiller Technique chargé des questions d'urbanisme du ministère des Domaines de l'Etat.....Membre

6 - le Haut Fonctionnaire de Défense du Ministère des Domaines de l'Etat.....Membre

7 - le Conseiller Juridique du ministère des Domaines de l'Etat.....Membre

8 - le Directeur National des Domaines et du Cadastre ou son représentant.....Membre

9 - le Directeur Administratif et Financier du Ministère des Domaines de l'Etat ou son représentant.....Membre

10 - le Directeur Général de l'Administration des Biens de l'Etat ou son représentant.....Rapporteur

#### 11. les personnes ressources :

- le Président de l'Ordre des Architectes ou son représentant ;

- le Président de l'Ordre des Urbanistes ou son représentant ;

- le Président de l'Ordre des Ingénieurs-Conseils ou son représentant ;

- le Président de l'Ordre des Géomètres - Experts ou son représentant ;

- le Président de la Chambre des Notaires ou son représentant.

**ARTICLE 4 :** Les débats et délibérations de la Commission Ad Hoc sont revêtus du secret absolu.

**ARTICLE 5 :** La Commission Ad Hoc se réunit sur convocation de son Président.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 28 février 2002**

**Le Ministre des Domaines de l'Etat des Affaires Foncières, de la Communication,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**ARRETE N°02-0413/MDEAF-SG Fixant la composition de la commission d'indemnisation dans le cadre de l'expropriation pour cause d'utilité publique.**

**Le Ministre des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières, de la Communication**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance n°00-027/P-RM du 22 mars 2000 portant Code Domaniale et Foncier ;

Vu le Décret n°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement ; modifié par le décret n°02-004/P-RM du 7 janvier 2002.

**ARRETE :**

**ARTICLE 1er :** La commission d'indemnisation dans le cadre de l'expropriation pour cause d'utilité publique est composée comme suit :

**Président :** Un Conseiller Technique représentant le Ministre chargé des Affaires Foncières ;

**Membres :**

- le Directeur Général du Contentieux de l'Etat ou son représentant ;

- le Directeur National des Domaines et du Cadastre ou son représentant.

**ARTICLE 2 :** Le Chef de la Division du Cadastre et de la propriété foncière de la Direction Nationale des Domaines et du Cadastre assure les fonctions de rapporteur de la commission d'indemnisation.

**ARTICLE 3 :** La Commission d'Indemnisation peut s'adjoindre ou commettre toute personne ressource en raison de sa compétence ou de son statut.

**ARTICLE 4 :** Les débats et délibérations de la Commission sont confidentiels ;

**ARTICLE 5 :** Les membres de la commission d'indemnisation sont nommés par décision du Ministre chargé des Domaines de l'Etat.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 6 mars 2002**

**Le Ministre des Domaines de l'Etat  
des Affaires Foncières de la Communication,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

-----

**ARRETE N°02-0529/MDEAFC-SG Portant création de la Cellule d'Appui à la privatisation de la Société des Télécommunications du Mali (SOTELMA).**

**Le Ministre des Domaines de l'Etat, des Affaires Foncières, de la Communication.**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°99-010/P-RM du 22 mars 1999 autorisant l'ouverture du capital de la Société des Télécommunications ;

Vu le Décret n°01-276/P-RM du 23 juin 2001 portant nomination des membres du Gouvernement modifié par le Décret n°02-004/P-RM du 7 janvier 2002 ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1er :** Il est créé sous l'autorité du Ministre chargé de la Communication un organe consultatif dénommé **Cellule d'Appui à la Privatisation de la Sotelma.**

**ARTICLE 2 :** La Cellule d'Appui à la Privatisation de la Sotelma assiste le Ministre chargé de la Communication dans la conception et la mise en oeuvre de la stratégie de privatisation de la SOTELMA.

A cet effet, elle est chargée de :

- identifier toutes les actions et mesures internes à l'Entreprise et nécessaires à sa privatisation ;
- élaborer un plan d'actions assorti d'un chronogramme d'exécution ;
- veiller à la mise en oeuvre dudit plan d'actions et d'en assurer le suivi-évaluation ;

- mobiliser l'ensemble du personnel de l'entreprise autour des objectifs et enjeux de la privatisation de la Société

- participer à l'élaboration de tous textes législatifs et réglementaires et de tous documents relatifs à la privatisation de la Société ;

- participer au processus de la transaction de privatisation ;  
- servir d'interface entre les consultants opérant dans le cadre de la réforme du secteur des télécommunications et la Direction Générale ;

- informer régulièrement le Comité Directorial et la Section Syndicale de la SOTELMA, l'UGP et le CRT sur l'Etat d'avancement du dossier.

**ARTICLE 3 :** La Cellule d'Appui à la Privatisation de la SOTELMA se compose de :

- un expert recruté sur contrat ;
- trois cadres de la SOTELMA réunissant les compétences en technique, économie/Finance, en exploitation ou en questions juridiques ;
- deux représentants de la Section Syndicale des Télécommunications.

La Cellule peut, au besoin, faire appel à toute personne en raison de ses compétences particulières dans les domaines requis, après avis favorable du Ministre chargé de la Communication.

**ARTICLE 4 :** La Cellule est dirigée par l'Expert recruté sur contrat.

**ARTICLE 5 :** Les charges de fonctionnement de la Cellule, le contrat de l'Expert ainsi que les charges induites par le recours à une personne ressource sont financés par le budget de la SOTELMA.

Les autres membres de la Cellule restent régis par les dispositions statutaires de la SOTELMA.

**ARTICLE 6 :** La Cellule d'Appui à la Privatisation de la SOTELMA se réunit deux fois par mois et chaque fois que de besoin, sur convocation de son Président.

Le secrétariat de la Cellule d'Appui à la Privatisation de la SOTELMA est assuré par le plus gradé des trois cadres techniques.

**ARTICLE 7 :** La liste nominative des membres de la Cellule d'Appui à la Privatisation de la SOTELMA est fixée par décision du Ministère chargé de la Communication.